



HAL
open science

Se présenter en “ citoyens ”. Ethnographie de la campagne des municipales menée par la liste Strasbourg écologiste et citoyenne

Marie Acabo

► To cite this version:

Marie Acabo. Se présenter en “ citoyens ”. Ethnographie de la campagne des municipales menée par la liste Strasbourg écologiste et citoyenne. Bachir, Myriam; Gourgues, Guillaume; Lefebvre, Rémi; Sainty, Jessica. Des citoyens à la conquête des villes. Les listes citoyennes et participatives lors des élections municipales de 2020, CNRS éditions, 2023. hal-04618691

HAL Id: hal-04618691

<https://hal.science/hal-04618691v1>

Submitted on 20 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Chapitre 7 : Se présenter en « citoyens ». **Ethnographie de la campagne des municipales menée par la liste *Strasbourg écologiste & citoyenne*.**

Marie Acabo¹

« *Le renouvellement citoyen, c'est dans l'air du temps !*² ». La campagne pour les élections municipales de 2020 s'est caractérisée par un retour de la démocratie participative brandie comme solution institutionnelle pour relégitimer l'action publique et pour « renouveler » le personnel politique en place, incarnée par les très nombreuses « listes citoyennes » qui ont présenté leurs candidatures (Lefebvre, 2011, 2020 ; Mazeaud, 2020). Ces listes entendent « réenchanter la politique » et fondent pour cela leurs discours sur l'authenticité, la proximité et la nouveauté de leurs candidats, présentées comme autant de qualités disparues d'un monde politique finissant, « en crise ». En pointant les symptômes de cette « maladie de la démocratie représentative³ » (augmentation inéluctable de l'abstention, élections de candidats « populistes », « discrédit de la classe politique », etc.), acteurs et commentateurs politiques participent de la réémergence et de la remise à l'agenda de ce cadrage politique qui paraît moins inédit que consubstantiel de la démocratie représentative (Guionnet, 2005 ; Damamme, 1999). Se saisir d'un tel cadrage annonçant la fin des élites et dénonçant leurs pratiques politiques constitue une stratégie de distinction pour des candidats occupant des positions plus ou moins dominées dans le champ politique (Collovald, 1989 ; Offerlé, 1999 ; Le Bart, 1994 ; Mazeaud, 2010). Toutefois, une analyse qui se focaliserait sur les seules positions programmatiques et sur les discours tenus par ces listes manquerait de saisir la grande diversité des réalités que l'étiquette « liste citoyenne » recouvre, ainsi que les luttes de pouvoir et de définitions qui se jouent selon les configurations politiques locales. En effet, les quelques travaux ayant suivi les campagnes et les mandats des listes citoyennes élues en 2001 et 2008 amènent à interroger la supposée « nouveauté » de la forme participative (Guionnet, 2005) et à mettre en question cette promesse de « renouvellement » du personnel politique et de ses pratiques (Giraud, 2007,

¹ Doctorante, Laboratoire SAGE, UMR 7363, Université de Strasbourg.

² V.T., cadre d'EELV et élu sortant, entretien.

³ Duhamel (Alain), « La crise de la démocratie représentative », *Libération*, 15 mai 2019.

2010). Ces travaux constatent en effet une clôture de l'espace militant, un recrutement de « citoyens » multi-engagés, mais aussi des phénomènes d'oligarchisation, une défection rapide des militants dans les mois suivant l'élection ainsi qu'un échec de la mise en œuvre de ces mécanismes participatifs sur le long terme. Ces résultats incitent ainsi à ne pas chercher à trancher entre l'enthousiasme de chercheurs voulant voir dans ces listes des promesses « d'innovation dans les pratiques démocratiques à l'échelon municipal » (Bachir, 2015), ou encore un pouvoir « transformateur » de la démocratie participative des gouvernements locaux (Lefebvre, 2020) et des commentateurs dénonçant au contraire un « citizen-washing⁴ » ou encore un « opportunisme de parti⁵ ». Ces résultats appellent plutôt à comprendre *au concret* les processus de conquête puis d'exercice du pouvoir par ces listes, ainsi qu'à interroger les catégories d'analyse par lesquelles ces phénomènes se laissent penser.

Les catégories politiques (« citoyen », « élu », etc.) sont en effet au cœur des stratégies électorales, particulièrement pour des acteurs qui font de l'extériorité au champ politique le gage de leur différence et du renouvellement du personnel et des pratiques politiques qu'ils promettent. La catégorie de « citoyen » trace par son indéfinition une frontière très plastique et poreuse autour du champ politique : en tant que catégorie indigène et polysémique, la « citoyenneté » désigne à la fois l'appartenance à une société, à un territoire et peut à cet égard être revendiquée par chacun. Mais elle signifie aussi par la négative le fait de ne pas être un professionnel du champ politique, sans exclure nécessairement les intermittents (Agricoliensky et Aldrin, 2019). Peuvent donc se dire ou être désignés comme « citoyens » des acteurs occupant des positions très différentes dans le champ, et en particulier tous ceux occupant des positions d'extériorité aux positions électives ou institutionnelles mais qui agissent, travaillent, militent dans les marges du champ, dans ses lisières (Aldrin et Vannetzel, 2019). Cette lutte symbolique dans laquelle les acteurs politiques se qualifient de « citoyens » et disqualifient les autres comme « professionnels de la politique » révèle également leurs positions dans le champ ainsi que les croyances et les représentations qui en découlent. Ceci incite à adopter une posture de recherche qui aborde cet objet par le flanc et qui interroge les conditions sociales et politiques de félicité d'une telle entreprise.

Une telle démarche invite ainsi à faire la généalogie de la mobilisation de la catégorie de « citoyen » et, partant, à interroger la sociologie des acteurs qui l'emploient. L'analyse du cas strasbourgeois permet en effet d'interroger non pas le caractère citoyen (ou non) d'une telle

⁴ Par exemple : Munier (Jacques), La politique de terrain, *Le journal des Idées*, France Culture, 10 février 2020.

⁵ Billette (Alexandra), « Les listes citoyennes, mirage ou ancrage ? », *Libération*, 2 mars 2020.

démarche, mais bien plutôt d'observer la mise en intrigue de cette « citoyenneté » et en particulier des différents dispositifs par lesquels la liste se fabrique et se donne à voir. Plus avant, cette posture amène à se demander si une liste « citoyenne » peut suspendre ou subvertir les logiques de pouvoir et de légitimité qui prévalent dans le champ politique. Autrement dit, qu'est-ce qu'un renouvellement – même partiel – du personnel politique fait au champ politique institué ? Cette observation permet ainsi de faire l'hypothèse selon laquelle la « liste citoyenne » ne constitue pas une rupture avec le fonctionnement général du jeu politique local au sein duquel elle s'insère, mais qu'elle s'inscrit plutôt dans une forme continuité tant dans ses pratiques que dans ses recrutements.

Le cas strasbourgeois

La ville de Strasbourg est dirigée depuis 2014 par une majorité Parti Socialiste-Europe Ecologie Les Verts dont les affiliations partisans s'effritent au cours du mandat et particulièrement à partir de 2017. En effet, l'élection présidentielle conduit à une dispersion des conseillers municipaux PS : si certains restent fidèles au parti, de nombreux adjoints rejoignent La République En Marche qui bénéficie également du soutien du maire, Roland Ries. Ces départs s'ajoutent à ceux des conseillers qui avaient déjà quitté le PS dès 2015 à la suite des débats sur l'inscription constitutionnelle de la déchéance de nationalité. L'un d'entre eux, Syamak Agha Babaei, fonde en 2017 le Labo Citoyen, un « *think thank* citoyen » qui entend participer à créer une « ville désirable, [qui] rassemble des citoyen·nes dans leurs diversités autour d'un projet d'émancipation collective, utilisant des méthodes démocratiques et participatives⁶ »⁷. Aussi, si la majorité tient jusqu'à la fin du mandat, elle est pourtant divisée en plusieurs camps et connaît des défections⁸. De nouvelles alliances se nouent sur les dernières années du mandat entre certains conseillers EELV, ex-PS ou non-encartés et des militants et des responsables d'associations, du Labo Citoyen, et de partis de gauche (le Parti Communiste notamment), à l'occasion de mobilisations contre des décisions de la majorité⁹.

⁶ Extrait du manifeste du Labo Citoyen, publié sur leur site en 2019.

⁷ Il est d'ailleurs intéressant de noter que labo Citoyen définit le « citoyen » comme étant « toute personne se sentant concernée et impliquée dans les évolutions et le quotidien de la ville et voulant les influencer ». Une définition qui dessine un citoyen actif dans le champ politique, qu'il entend « influencer ».

⁸ Ainsi par exemple des élus PS, et EELV et ex-EELV quittent la majorité en 2017 pour fonder un groupe au Conseil municipal, « la Coopérative sociale, écologique et citoyenne », qui entend « apporter sa contribution à une recomposition nécessaire du champ politique ».

⁹ Par exemple les arrêtés dits « arrêtés anti-mendicité » pris par le maire en 2019 provoquent des manifestations et des prises de position collectives d'élus Verts, ex-PS, de responsables du PC mais aussi de militants. L'opposition au projet autoroutier du « Grand Contournement Ouest » provoque lui aussi des prises de positions communes

La liste *Strasbourg Écologiste & Citoyenne* est d'abord conçue comme un « projet de rassemblement » par un petit groupe d'élus écologistes sortants et de cadres de la section locale d'EELV soucieux d'attirer dans leurs rangs les nouveaux militants des associations écologistes et des marches pour le climat. À sa tête, Jeanne Barseghian est une conseillère EELV sortante, inconnue du grand public. D'abord fondée sur l'alliance entre EELV et le Parti Communiste, la liste ne se transforme en « liste citoyenne » qu'au moment de l'alliance avec le Labo citoyen, qui a su capter et monopoliser le registre « citoyen » dans le paysage politique local. La liste est ensuite rejointe par des militants de plus petits partis : le Mouvement des Progressistes, Génération.s, etc. Finalement, les rangs de la liste ont été complétés par des personnes recrutées par le biais d'un appel « ouvert » à candidatures. Ces alliances permettent à la liste de marginaliser le PS tout en apparaissant comme capable d'insuffler une nouvelle offre politique à gauche et d'incarner l'opposition face à LREM (Michon, 2021, Acabo, 2022). La liste *Strasbourg Écologiste & Citoyenne* se présente dans sa communication comme une liste « citoyenne » : « affirmation du principe de participation permanente des habitants¹⁰ », « démocratie à tous les niveaux¹¹ », « gouverner avec les citoyens¹² », « populaire, partagé, joyeux¹³ », etc. Les tracts et le site internet décrivent la liste comme « ouverte et pluraliste, [qui] porte en elle l'ADN de la participation, (...) composée de citoyen·nes, d'expert·es et d'élus·es engagé·es dans le monde associatif et syndical, ainsi que des jeunes mobilisés pour le climat¹⁴».

Après avoir décrit dans une première partie la « fabrique » de cette liste, puis le déploiement de méthodes de « co-construction » du programme et de sélection des colistiers au cours de la pré-campagne dans une seconde partie, j'analyserai dans une troisième partie la composition finale de cette « liste citoyenne » et ce que cette composition révèle des logiques de pouvoir et de légitimité qui la structurent.

entre des élus verts, ex-PS, et de militants d'associations écologistes qui militent ensemble sur la ZAD qui se crée à différents endroits des zones en travaux.

¹⁰ Site web de la liste, tel que consulté en mai 2020.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ Vidéo « Inventaire à la pré-maire » de rue89, 3 mars 2020.

¹⁴ Site web de la liste, tel que consulté en mai 2020.

Méthodologie :

Cet article repose sur une enquête ethnographique menée entre octobre 2019 et juin 2020. La méthode « ouverte » de sélection des colistiers m'a permis de devenir colistière, m'offrant ainsi un accès privilégié au terrain et aux informations, et ce avec l'accord préalable de la tête de liste. Ces huit mois d'enquête m'ont ainsi permis de réunir un journal de terrain très fourni, couvrant énormément de situations de campagne différentes : prosélytisme électoral par le tractage, par l'affichage, réunions entre quelques colistiers et parfois entre l'ensemble des colistiers, ateliers réunissant colistiers en devenir et habitants, réunions d'appartements et Assemblées Citoyennes, mais aussi apéritifs et cafés bus avec l'un ou l'autre, disputes, ragots, etc. Ces observations ont été complétées par une quinzaine d'entretiens menés pendant la campagne, doublés d'une dizaine d'autres menés après les élections.

Mes données sont également issues du grand nombre de documents que j'ai réunis, parmi lesquels figurent l'ensemble des « professions de foi » qui ont été reçues par la liste, et qui constituent un matériau privilégié et riche pour l'analyse de la composition de la liste. Ces textes soumis par les colistiers-candidats contiennent en effet des informations biographiques précieuses (âge, scolarisation, diplômes, mais aussi adhésions politiques, associatives ou syndicales, etc.). Croisées avec des données issues d'observations et d'entretiens ces données biographiques (n=102) ont été codées afin de pouvoir les exploiter de manière quantitative et anonymisée.

1. UNE LISTE « CITOYENNE » PAR SA MÉTHODE

Les « listes citoyennes » se distinguent des autres listes électorales moins par leurs propositions programmatiques que par les méthodes qu'elles emploient pour rédiger leurs programmes, désigner leurs colistiers, prendre des décisions, etc. Pour le dire avec les mots de Baptiste Giraud, ces méthodes constituent pour ces listes une manière « d'objectiver [leur] différence politique » (Giraud, 2007). « Faire de la politique autrement », c'est faire preuve d'imagination méthodologique. Comme le souligne Myriam Bachir, les listes citoyennes se caractérisent « par des méthodes et des modes de faire autrement à au moins trois niveaux : 1) une fabrique citoyenne du programme, 2) des modes de sélection des candidats hybrides et sophistiqués, 3) un engagement en faveur d'une action publique plus collaborative incluant des formes de démocratie directe en cas d'élection » (Bachir, 2020). La liste strasbourgeoise ne fait pas exception et propose un programme « co-construit » dans le cadre d'ateliers thématiques, une méthode « ouverte » de sélection de ses colistiers, et s'engage à mettre en œuvre « 1- un grand débat annuel, 2- des ateliers et des conférences citoyennes, et 3- des expérimentations citoyennes¹⁵ » si elle est élue.

L'organisation interne et les méthodes mises en œuvre par la liste « Strasbourg Écologiste et Citoyenne »

Les institutions de l'exécutif :

- Le groupe porteur : 24 personnes, regroupe des personnes encartées au *pro rata* des groupes politiques alliés ainsi que certaines personnes non-affiliées politiquement.
- Les commissions internes : Ce sont des groupes qui réunissent une dizaine de personnes, presque uniquement issues des personnes du groupe porteur. Elles sont conçues comme des groupes restreints d'expertise et sont au nombre de quatre : conseil et représentation, électorale, communication et programme.
- Le comité de pilotage : Ce groupe est apparu pendant la seconde partie de la campagne et est une émanation du groupe porteur dans sa composition. Il correspond aux 12 premiers noms de la liste ordonnancée.

L'assemblée :

- L'Assemblée Citoyenne : Elle a été convoquée quatre fois, en novembre, décembre et janvier 2020 pour valider les différentes vagues de nomination de colistiers et une dernière fois en février pour valider l'ordonnancement de la liste ainsi que le programme. Ces réunions ont rassemblé entre 110 et 160 personnes.

¹⁵ Ce sont les trois points du chapitre « La participation citoyenne au cœur de l'action publique », chapitre qui occupe le bas du dernier flyer distribué pendant la campagne.

Les ateliers « programme » :

Les ateliers programme sont des groupes de travail thématiques, dont la forme et la composition sont très variables. En théorie, il s'agit d'une réunion de personnes, animée par un « référent d'atelier », si possible spécialiste du thème de l'atelier du jour, et qui a en charge la synthétisation des échanges. Le nombre de participants était très variable, entre 3 et 40. Le but de ces ateliers est de s'accorder sur des propositions programmatiques en lien avec ces thèmes.

La méthode de sélection des candidats colistiers :

Les candidats étaient invités à soumettre « une profession de foi », ainsi qu'à indiquer leur quartier de résidence et leur âge. Les candidatures étaient divisées en trois dates limites correspondant aux trois Assemblées Citoyennes de novembre, décembre et janvier. Elles étaient examinées successivement par la commission électorale puis par la commission conseil et représentation. À partir de la deuxième vague de sélection, les candidats retenus lors de la vague précédente étaient invités à donner leur avis et à amender la liste arrêtée par la commission conseil et représentation. Les colistiers de la liste devaient enfin se présenter pendant 2 minutes devant l'Assemblée citoyenne réunie à cet effet et qui votait ensuite pour ou contre la liste présentée.

1.1. Une méthode et des dispositifs participatifs bricolés ?

La participation a fait l'objet d'un immense corpus militant et savant accumulé depuis les premières tentatives autogestionnaires post-1968 jusqu'aux nombreuses expériences participatives française et internationales. Ces travaux et ces expériences ont permis de mettre au jour les nombreux biais inhérents à la participation : accaparement de la parole selon le genre, l'âge et la position sociale, production de hiérarchies de légitimités, auto-exclusions progressives des profanes et phénomènes d'oligarchisation (Nez, 2012 ; Freeman, 1972), etc. Toutefois il apparaît que les dispositifs choisis par la liste ont été pensés sans référence empirique ou théorique à ces expériences. Un des membres du groupe porteur m'en parle ainsi :

C. : Ah non, ah non non non ! Non, on l'a inventé comme ça autour d'une table un lundi soir au local hein (...) on a réfléchi, on a fait des schémas, tiens des groupes machin on va faire un premier cercle c'est le groupe porteur, second cercle ce serait l'Assemblée Citoyenne, qui est actif dans le machin, plus l'Agora qui était en fait bah tout le monde,

M. : Tout le monde ?

C. : Ben tout Strasbourg [rit] la terre entière quoi¹⁶.

¹⁶ Membre du Labo Citoyen, entretien.

Mais ces dispositifs ont-ils vraiment été entièrement pensés *ex-nihilo* sur une table un lundi soir ? On peut raisonnablement en douter. À bien y regarder, à défaut d'avoir été créée de toutes pièces, le dispositif final semble plutôt être le produit d'un assemblage bricolé de méthodes et de pratiques politiques aux origines très différentes.

En effet, ces dispositifs ont été conçus par le groupe porteur, qui réunit des élus sortants et des cadres des partis mais aussi des membres du Labo Citoyen et dont les trajectoires politiques et militantes sont différentes : certains sont des militants associatifs multi-engagés, d'autres sont des fonctionnaires de la ville jamais encartés, d'autres encore sont membres de tiers-lieux pratiquant différentes formes de gouvernance « horizontales » et participatives : « holacratie¹⁷ », « sociocratie », etc. L'analyse des dispositifs révèle à la fois la diversité de ces socialisations militantes et les influences qu'elles ont sur les méthodes participatives et délibératives mises en œuvre. Elle permet aussi de voir le poids structurant des socialisations partisans sur l'organisation interne de l'entreprise et plus généralement de la campagne. En effet, l'héritage partisan est bien présent : la structuration autour d'une assemblée de sympathisants se réunissant ponctuellement pour voter des choix arrêtés par une sorte de bureau exécutif lui-même appuyé sur des commissions d'expertise n'est pas sans rappeler les grandes lignes des instances classiques qui composent les partis politiques (Olivier, 2003 ; Haegel, 2007 ; Offerlé, 2012). Toutefois, l'organisation de la campagne ne peut pas y être réduite et elle semble plutôt être le produit d'un assemblage de pratiques aux origines composites. Ainsi par exemple les premières réunions de précampagnes organisées par Europe Ecologie Les Verts¹⁸ sont animées selon des méthodes dites « agile », un ensemble flou de méthodes de management participatif, valorisant des collectifs auto-organisés et des techniques de délibération « inclusive », dans la lignée des « civic tech » (Mazeaud, 2020). Peu professionnalisées, ces méthodes sont progressivement abandonnées au profit de celles développées par le Labo Citoyen pour son organisation interne. En particulier, le découpage du *think thank* en ateliers thématiques apparaît comme une référence méthodologique qui a été directement importée par les membres du Labo Citoyen dans la campagne pour la formation de ses « ateliers programme ». Mais la mise en œuvre de ces ateliers semble avoir été laissée à l'improvisation et au bricolage de leurs animateurs qui doivent « *faire avec les moyens du bord*¹⁹ ». Plus généralement, il apparaît que les décisions relatives au fonctionnement des volets participatifs

¹⁷ Selon le qualificatif choisi pour désigner sa gouvernance par « Euroasis », un tiers-lieu strasbourgeois dont certains des membres participent à la liste ou aux ateliers de la campagne.

¹⁸ Le forum « Envie d'Ecologie » en particulier, qui a lieu en mars 2019.

¹⁹ Journal de terrain, propos rapportés

de la campagne ont été laissées à la discrétion des uns et des autres, laissant une marge de manœuvre aux membres afin qu'ils puissent faire avec les réalités des dispositifs et des publics selon leurs savoir-faire, comme l'illustre cet extrait :

Et donc Jeanne a dit on va faire un comité stratégique, un comité de pilotage, qui va prendre en fait à chaque fois des représentants des différentes commissions. Donc les commissions continuent et ah ! et oui y'avait le lien 1 et le lien 2. Ah oui donc le lien 1 il faisait le lien entre la commission et le comité de pilotage, et le lien 2 il faisait le lien entre le co-pil et bon bref à la fin on avait des binômes et on y allait quand on pouvait quoi. Ouais le lien 1 lien 2 j'avais oublié, je crois même que j'étais lien 2 ça m'a énormément tapé mon égo par rapport à L.L. [rit] mais bon comme après je faisais tout ben L.L. elle était 2 [éclate de rire] j'adore²⁰.

Pourtant, et malgré l'impression d'amateurisme que pourrait créer cet ensemble, il apparaît que si les méthodes participatives de la liste ou du programme ont été assez peu maîtrisées, les éléments relatifs aux aspects directement électoraux ont été en revanche bien plus réfléchis et contrôlés.

1.2. Une méthode en trompe-l'œil pour un résultat attendu

En effet, derrière cette impression d'amateurisme semblent bien se dessiner des stratégies sophistiquées, qui, se parant des atours de la démocratie participative et de son ingénierie, permettent en réalité à certaines pratiques politiques de perdurer.

Au premier rang de celles-ci, et de façon avouée, la sélection des candidatures en trois vagues de vingt noms. Elle permet en effet de panacher les candidatures issues du groupe porteur avec d'autres visages moins connus, le tout en s'assurant de recevoir suffisamment de candidatures entre chaque échéance. La sélection de la liste est divisée en trois séquences séparées d'un mois : novembre, décembre et janvier, et seuls 4 élus sortants sont retenus à chaque sélection de vingt noms, ceci dans le but explicite « *de donner le sentiment que c'est ni le groupe porteur, ni Europe Ecologie les Verts qui verrouille toutes les places²¹* », me dit un des colistiers, ajoutant qu'« *il faut qu'on montre pas qu'on phagocyte²²* ».

De même la construction du programme peut elle aussi être analysée comme un trompe-l'œil et certains éléments jurent avec la co-construction affichée. En effet, bien que les « 70 ateliers, 2000 heures de travail²³ » aient effectivement eu lieu, la structuration pyramidale de leur mise

²⁰ Membre du Labo Citoyen, entretien.

²¹ Cadre d'EELV, entretien.

²² Membre du Labo Citoyen entretien.

²³ Tract.

en commun, et en particulier des choix effectués pour leur mise en synthèse soulève certaines questions. La rédaction des compte-rendus de réunions est en effet à la charge de l'animateur de l'atelier, lequel est souvent issu ou proche du groupe porteur. Un cadre d'EELV me dit d'ailleurs à leur propos que « *les ateliers c'est surtout pour faire parler les gens*²⁴ ». De plus, certaines des propositions du programme final ne sont pas du tout issues des ateliers mais sont des revendications portées individuellement par certains élus. On peut ainsi penser à la création de cinq-cents places d'hébergement pour les sans-abris ou l'abrogation d'un arrêté dit « anti-mendicité » pris par la municipalité précédente, revendications portées par un adjoint au maire sortant (et fondateur du Labo Citoyen), ou encore les « rues scolaires » piétonnes qui sont une idée portée par une élue EELV sortante, mais aussi l'extension du dispositif « sport-santé sur ordonnance », un dispositif défendu l'adjoint à la santé sortant. De même, les deux co-présidents du Conseil de Développement, tous deux membres du groupe porteur, admettent volontiers que lors de l'élaboration du programme, il y a eu des emprunts aux réflexions menées par le Conseil, notamment sur des points techniques, telle que la transition énergétique²⁵. Ainsi, plus que des moments de discussions politiques, ces ateliers de co-construction du programme constituent bien plutôt pour la liste des espaces de formation et de recrutement de ses futurs colistiers, comme me le décrit un des cadres d'EELV :

*Ah oui, c'est une folie, mais le risque était limité par la convergence. Parce qu'en fait, t'as qu'un programme, et il est petit et il faut qu'à la fin il y ait ben tu vois, tu ouvres et tu vois tout. Bon et ce truc d'ateliers, c'est presque, c'est un appeau tu vois, c'est un piège, c'est un hameçon, mais un hameçon qui est sincère. (...) Ces ateliers, en-dehors de faire un programme, c'est une formation pour des gens qui s'engagent*²⁶.

Aussi, les méthodes déployées dans le cadre de ces différents dispositifs ont permis la « mise en forme » de cette citoyenneté, tout en assurant le recrutement des futurs candidats-colistiers. Elles constituent en cela un « *hameçon sincère*²⁷ » pour partie bricolé, mais dont le format politique a été réfléchi avec beaucoup d'attention.

²⁴ Journal de terrain.

²⁵ Journal de terrain.

²⁶ Cadre d'EELV, entretien.

²⁷ *Ibid.*

2. SE PRÉSENTER COMME « LISTE CITOYENNE » : ÉQUILIBRES ET CRITÈRES DE L'INVESTITURE

Porter attention aux équilibres qui ont guidé la composition et l'ordonnement de la liste permet de saisir les logiques de pouvoir et de légitimité qui la structurent. Dans une interview donnée à *Libération*, Jeanne Barseghian décrit le recrutement de la liste ainsi : « *Sur 67 places, il y a une quinzaine de membres d'EELV, quelques communistes, trois personnes de Place publique, certains qui sont passés par Génération.s.... Le reste – 60 % de la liste – ce sont des personnes qui ne sont affiliées à aucune formation et qui s'engagent en politique pour la première fois*²⁸ ». Qui sont ces 60% ? Sont-ils réellement des personnes pour qui cette liste représente un primo-engagement²⁹ ? Quelle place occupent-ils sur la liste ?

Prises ensemble, ces questions posent en creux celle de la mise en scène du « renouvellement » et en particulier du « mythe de la société civile » (Boucher et Villalba, 1990). Les Verts entendent entretenir un lien privilégié avec la « société civile » dont ils se disent issus et qu'ils opposent aux logiques partisans classiques. Néanmoins, depuis que les Verts sont présents dans les assemblées locales et nationales et au gouvernement, une telle rhétorique dichotomique est devenue difficile à tenir et les Verts fondent plutôt leur discours critique sur la nécessité d'« *une autre pratique politique, plus exigeante et morale* » passant notamment par la démocratie participative (Faucher-King, 2007). Aussi la composition et l'ordonnement de la liste semblent procéder d'un véritable travail de compromis et d'articulation entre d'un côté des contraintes propres au jeu politique (le calcul des premières places éligibles, les stratégies de négociation et d'alliance, mais aussi la « crédibilité » de la liste et son « efficacité » électorale) et de l'autre les « valeurs citoyennes » par lesquelles la liste se présente et qu'elle entend défendre (horizontalité, absence de calcul politique, bienveillance, convivialité, etc.).

2.1. La marque « citoyenne », une contrainte supplémentaire ?

Dans son article relatif aux règles du recrutement politique, Olivier Nay distingue six grands types d'équilibres qui s'imposent aux équipes souhaitant composer une liste électorale en vue d'une élection (Nay, 1998) : la représentation des tendances infrapartisans, l'équilibre de la coalition, l'équité territoriale, l'équilibre entre leaders territoriaux, la représentativité sociale et la représentation des minorités, et la représentation des différentes identités culturelles du

²⁸ Billette (Alexandre), « Les 'listes citoyennes', mirage ou ancrage ? » *Libération*, 2 mars 2020.

²⁹ Et, faudrait-il ajouter, ou est passé le Labo Citoyen dans ces calculs ?

territoire. Ces équilibres, sans avoir rien de légalement coercitifs fonctionnent toutefois comme des conventions tacites entre les acteurs du champ. La liste n'échappe pas à cette contrainte et ses concepteurs ont tenté de respecter assez scrupuleusement ces équilibres du recrutement. La représentativité sociale notamment fait l'objet d'un minutieux travail de la part du groupe porteur qui tente de créer une liste qui soit l'émanation parfaite des caractéristiques socio-spatiales de la ville. Pour cela, la liste a notamment recours au recrutement³⁰ de personnes issues des catégories sociales défavorisées ou habitantes des quartiers populaires comme de personnes issues de milieux plus aisés. C'est par exemple le cas de O.M., unique femme voilée de la liste, recrutée par un membre du groupe porteur qui dira d'elle « *qu'elle nous permet vraiment de sortir des profils études supérieures, multi-engagés*³¹ ». Et si la représentativité sociale et territoriale semble ne pas avoir posé trop de difficulté grâce à ces recrutements, il n'en est pas de même pour les alliances partisanes qui sous-tendent la campagne, et ce malgré l'absence de logos en bas des tracts. Les alliances sont évidemment en jeu lors de l'ordonnancement et de la négociation des places, et elles y jouent un rôle structurant. La recherche de ces différents équilibres pousse les partis à dessiner une liste qui constitue une véritable « façade » politique; le recrutement tenant lieu de vitrine des causes et des valeurs que la liste se promet de défendre (Codaccioni et al., 2012). On comprend alors que se présenter comme liste « citoyenne » équivaut non pas à se soustraire totalement à ces conventions de recrutement mais bien plutôt à ajouter une nouvelle contrainte à la composition de la liste : une contrainte « citoyenne ». Il faut toutefois nuancer la nouveauté de ce critère de recrutement car comme le note Olivier Nay, à l'instar d'autres travaux (Boucher et Villalba, 1998 ; Faucher-King, 1999), la société civile a toujours été une qualité recherchée pour l'investissement sur une liste, et en particulier chez les Verts³². La marque « citoyenne » revendiquée en tête de tracts et d'affiches s'inscrit donc plutôt dans la lignée de cet équilibre que Nay appelle « l'exigence de représentativité sociale » plus qu'elle ne constitue un critère nouveau. Les colistiers recrutés à ce titre sont ainsi présumés représenter un gage de proximité entre représentés et représentants. Enfin, dans les calculs de composition de la liste, quiconque n'était pas encarté a compté comme « citoyen », faisant apparaître une seconde dimension de ce recrutement. La sélection des

³⁰ Ces personnes n'ont pas candidaté de leur propre chef mais y ont été invitées par des membres du groupe porteur. Formellement, ces personnes ont donc rédigé et envoyé une profession de foi et se sont soumises à une prise de parole devant l'Assemblée Citoyenne, mais elles étaient assurées de leur présence sur la liste, ainsi que, pour certaines, d'avoir une place à enjeu au moment de l'ordonnancement.

³¹ Journal de terrain.

³² On peut penser ici aux toutes premières listes électorales composées par les Verts en vue des trois premières élections européennes (1979, 1984, 1989) où une « personnalité d'ouverture », issue de la « société civile », était placée tous les trois candidats issus des Verts.

candidats doit apparaître à un œil non averti comme ouverte, diversifiée. L'étiquette « citoyenne » de la liste contraint donc les membres du groupe porteur à maintenir une certaine ouverture dans le jeu des investitures tout en gardant une mainmise sur le recrutement sans le laisser trop apparaître. Comme le résume un des cadres d'EELV :

C'est venu du besoin de trouver un équilibre entre un démarche qui soit 200% citoyenne ou en gros y'aurait aucun chef, et où on contrôlerait plus rien, et l'envie ben d'avoir un minimum de prise sur la direction que ça prendrait et éviter qu'en gros le bébé nous échappe quoi³³.

Toutefois, à bien y regarder, ces candidats de la « société civile » ne sont pas des candidats de n'importe quelle « société civile », et ces colistiers « citoyens » possèdent en réalité des ressources sociales qu'il s'agit de caractériser.

2.2. Des « citoyens » aux ressources bien spécifiques

« On vous demande pas d'avoir été responsable associatif etc. on vous demande pas de présenter un brevet de bonne conduite écologique ni rien, on vous demande rien !³⁴ » Et pourtant, parmi l'ensemble des professions de foi des candidats retenus sur la liste, ce sont près de 70 associations qui sont citées, certains candidats en citant jusqu'à 15. Inscrite dans une superposition de réseaux de militantisme associatif, politique et syndical, la liste s'apparente plutôt à un assemblage de personnes multipositionnées et multi-engagées qu'à une liste de profanes ou de novices.

2.2.1. Des candidats multi-engagés

Lors d'une réunion, un élu sortant et cadre d'EELV s'est exprimé au sujet de la liste avec ces mots : *« sur cette liste, personne ne vient de nulle part³⁵ »*, confirmant ce qu'un bref coup d'œil aux différents profils peut déjà laisser deviner : sur la liste électorale finale, presque tous les colistiers (62 sur 67) ont eu au moins 1 engagement passé ou présent, le plus souvent associatif (45 personnes sur les 67 colistiers mentionnent avoir ou avoir eu un ou plusieurs engagements associatifs, soit 67% de la liste) et politique (40 personnes des 67, soit 60%). Un tiers des personnes est ou a été engagé dans au moins 4 associations (le chiffre s'élevant jusqu'à 10). D'autre part, les personnes ne mentionnant aucun engagement ont été bien moins souvent retenues pour la liste finale que les personnes mentionnant 1, 2 ou 3 engagements. Aussi parmi

³³ Cadre d'EELV, entretien.

³⁴ Cadre d'EELV, entretien.

³⁵ Journal de terrain.

l'ensemble des candidatures envoyées, 35 % des personnes ne mentionnant aucun engagement ont été retenues, contre 70% des personnes mentionnant 1 ou 2 engagements, et 80% des personnes mentionnant 3 engagements. Pour la très vaste majorité des colistiers, cette candidature n'est donc pas un primo-engagement, et elle semble au contraire s'inscrire dans des trajectoires comptant déjà plusieurs engagements de natures différentes (associative, politique, syndicale, etc.).

2.2.2. La valorisation de la compétence et de l'expérience

La valorisation de la compétence institutionnelle et politique issue de l'expérience ont constitué un des critères pour la sélection des profils. Il semble qu'il s'agit d'une qualité valorisée par laquelle les élus et cadres des partis légitiment leur présence tout en assurant leurs positions « supérieures ». Non seulement s'assurent-ils que le principe de leur expérience, c'est-à-dire leur capital politique, demeure un principe structurant, mais également que celui-ci perdurera pendant les années du mandat et avec lui le principe de leur domination, même dans ce cadre de liste « citoyenne ».

Extrait du journal de terrain :

S'ils nous disent « ah mais y'a des élus sortants », ben on répondra « bah oui, y'a des élus sortants parce qu'en fait on va gouverner l'une des plus grandes villes de France » (...) quand on sera élu, alors évidemment il y aura plein de personnes qui découvriront l'institution, mais il nous faudra aussi des personnes qui ont l'expérience, qui savent comment ça fonctionne, qui connaissent déjà l'administration, les rouages, les compétences, les projets en cours, et qui vont pouvoir accompagner les autres dans cette aventure qui est très ambitieuse mais qui est magnifique parce qu'elle porte un projet de transformation. Donc si on nous dit « ah mais quand même vous avez des élus sortants », on répondra oui on a des élus sortants et heureusement, c'est une très bonne chose parce que c'est un gage d'expérience.

Élus et cadres des partis confortent ainsi une définition de la politique comme sphère d'activités spécialisées dans laquelle la possession d'un capital politique acquis notamment par des mandats successifs demeure un principe structurant et légitimant. Ce principe obtient également l'adhésion des personnes ne possédant pas ou peu de capital politique. Comment comprendre cette adhésion ? Eric Agrikoliansky et de Philippe Aldrin distinguent entre ceux qui font *avec* la politique et les politiques, et ceux qui font *de* la politique (Agrikoliansky et Aldrin, 2019). À l'aune du contexte d'un énième retour du discours sur la fin de la politique instituée et la crise de la démocratie représentative, il semble que ceux qui font *de* la politique aient plus que jamais

besoin de ceux qui font *avec* la politique et les politiques, au premier rang desquels les militants associatifs et ceux qui entretiennent un rapport quotidien au politique. Du fait de leurs contacts répétés avec les « professionnels » ces « amateurs » de la politique sont socialisés au principe selon lequel l'expérience politique demeure une condition nécessaire et structurante du champ et adhèrent ainsi au système de classement et de domination qui prévaut en son sein (Bargel, 2014). Un exemple de la diffusion de ce discours se trouve dans le discours d'un colistier novice :

*Jeanne elle a dit que c'est un rôle sérieux, que faut pas rigoler, que ça demande du temps, enfin du temps elle a dit du temps oui et non justement ça dépend d'où on s'investit, mais qu'il faut du temps pour comprendre*³⁶.

La campagne constitue une socialisation militante qui façonne les représentations de ces colistiers éloignés ou « intermittents » du champ politique. Et si les discours publics tenus par la liste mettent en avant le renouvellement, le noviciat de ses colistiers, etc., le tableau est plus nuancé dans les discussions internes où les discours sur la « nouveauté » coexistent avec la valorisation de l'expérience.

2.2.3. Intermédiaires et capital d'autochtonie

L'électeur écologiste n'habite pas le plus souvent un quartier populaire. Ces quartiers et leurs habitants représentent des espaces géographiques et sociaux dont colistiers et groupe porteur ne sont eux-mêmes pas majoritairement issus et dont ils savent qu'ils n'y réalisent pas leurs meilleurs scores (Boy, 2007, Fourquet et Manternach, 2019). Malgré l'opposition de certains anciens cadres d'EELV à aller y faire campagne, des militants, certains jeunes cadres des Verts ainsi que les membres du Labo Citoyen vont défendre l'inscription des quartiers prioritaires dans la stratégie électorale. C'est en particulier le cas du fondateur du Labo Citoyen qui a pris position sur des causes « sociales » (défense de squats de sans-abris, opposition à des arrêtés municipaux anti-mendicité, etc.). Si les Verts n'y ont aucun ancrage, le Parti Communiste y a quelques relais syndicaux et le Labo Citoyen y a développé des relations individuelles et des relations avec des associations. L'ancrage social de la liste dans ces quartiers repose donc sur l'accès aux réseaux de relations d'interconnaissance localisées d'individus qu'elle recrute en leur offrant une place, selon des relations clientélaires décrites dans des enquêtes semblables (Talpin, 2018). Aussi le recrutement de personnes habitant ces quartiers populaires constitue une manière pour la liste de recruter des intermédiaires vers ces espaces. Car comme

³⁶ Colistier "novice", entretien.

l'expliquent Éric Agrikoliansky et Philippe Aldrin, « dans un espace professionnalisé du politique et ainsi en partie coupé d'autres secteurs sociaux, être en mesure d'incarner (...) un quartier de la cité, constitue un capital en soi » (Agrikoliansky et Aldrin, 2019). Le groupe porteur justifie ses choix en valorisant le fait que le ou la candidate soit une « tête de réseau » dans son quartier. C'est donc le capital d'autochtonie qui est ici valorisé, et avec lui, l'interconnaissance territoriale dont peuvent faire preuve les candidats recrutés et sur laquelle la liste pourra s'appuyer pour déployer sa campagne (Retière, 2003).

Extrait du journal de terrain :

O. : [au sujet d'une future colistière habitante qu'un quartier populaire] Moi quand je marchais avec elle dans le quartier j'avais l'impression que c'est une élue parce qu'elle connaît et elle salue énormément de monde et c'est quelqu'un de très militant (...) C'était fou le monde qu'elle connaissait, je pense que pas mal de voix sont dues à cette dame-là, (...) on cherche des profils qui sont connus dans le quartier, investis, et qui bossent. (...)

Pris ensemble, les critères du recrutement de ce personnel politique dessinent le profil d'un citoyen bien peu ordinaire, qui n'a rien du profane ni du novice.

3. UNE « LISTE CITOYENNE » POUR SUBVERTIR LES RÈGLES DU JEU POLITIQUE ?

Afin de de mettre à distance les catégories de l'entendement politique par lesquelles la liste se pense et se classe (« citoyen », « société civile », « monde associatif », etc.), faire la sociologie de ses colistiers permet d'interroger cette ouverture du recrutement politique que la liste revendique en l'objectivant. Aussi, cette troisième partie s'attachera à décrire qui sont les « citoyens » qui composent la liste *Strasbourg Écologiste & Citoyenne*. Cette analyse permet de se demander si la liste représente une tentative de subvertir l'existence d'un champ politique « différencié, spécialisé et professionnalisé » (Gaxie, 1978) et en particulier si elle permet un abaissement des barrières sociales de l'entrée en politique.

3.1 Un recrutement socialement homogène et politiquement hétéroclite

En se présentant comme une liste « ancrée dans la vie active et représentative de tous les quartiers de Strasbourg³⁷ », « composée de citoyen·ne·s, d'expert·e·s, et d'élue·s engagé·e·s

³⁷ Tract de mars 2020.

dans le monde associatif et syndical ainsi que de jeunes mobilisés pour le climat³⁸ », la liste met en avant la « société civile », c'est-à-dire tous ceux de ses colistiers qui ne sont pas professionnels de la politique. Pour autant, réduire le noviciat à la seule absence de position élective rémunérée laisse dans l'ombre l'ensemble des personnes qui sont proches du champ politique dans des positions très différentes, que ce soit parce qu'elles travaillent pour la municipalité ou dans des institutions publique ou parapubliques, qu'elles militent dans un parti, qu'elles sont membre d'une association impliquée dans la gestion déléguée d'un équipement municipal, etc. L'analyse de l'origine politique et sociale des colistiers révèle pourtant l'importance de nuancer cette catégorie de « novices ».

Politiquement, la liste prend ses racines dans deux mouvements parallèles menés par les cadres d'EELV pendant la précampagne. D'un côté, l'ouverture par EELV de sa liste à des personnes militantes associatives proches du parti afin, selon ses cadres, de résoudre des conflits internes à la section locale tout en écartant du devant de la scène une élite verte vieillissante et impopulaire. De l'autre côté, la liste procède également d'une volonté d'union de la gauche locale selon une acception plus classique (« *avec un maximum de logos en bas du flyer* ³⁹»). Cette volonté d'union de la gauche a rapidement été écartée par les Verts, mais les discussions engagées pendant les quelques mois de tractation inter-partisanes ont eu des effets politiques durables sur la structuration de l'alliance partisane qui sous-tend la liste. En effet, si cette alliance excluait d'emblée le PS et que la France Insoumise s'en est vite écartée, les groupes politiques compris entre ces deux pôles politiques ont collaboré à différentes occasions (lors de manifestations, mais aussi lors de réunions organisées à cet effet). Aussi sous l'étiquette citoyenne qui uniformise et invisibilise les appartenances partisanes, c'est bien une alliance entre différentes forces partisanes au centre du bloc de gauche qui compose en grande partie la liste, et dans laquelle EELV joue un rôle pivot.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Cadre d'EELV, entretien.

Figure 1 : Appartenance politique des candidats et des colistiers.

Groupe politique	Candidats		Colistiers	
	Effectif	% candidats	Effectif	% colistiers
EELV	19	19	15	22
Labo Citoyen	11	11	9	13
PCF, PP et autres partis ⁴⁰	17	17	15	22
Non-encartés	54	53	28	42
Total	101	100	67	100

La liste recouvre ainsi un spectre politique assez large, de la droite des Verts jusqu'aux Communistes, et constitue en cela un ensemble politiquement hétérogène.

Outre sa « citoyenneté », la liste strasbourgeoise met également en avant sa diversité sociale. Mais quel genre de « société civile » ces individus dessinent-elles ? La liste compte en effet 54 personnes qui n'ont jamais été élues. Pour autant, la « société civile » sur laquelle la liste fonde son étiquette « citoyenne » est-elle vraiment synonyme d'un renouvellement social des équipes politiques ?

Figure 2 : Répartition des niveaux de diplômes des candidats et des colistiers⁴¹.

Niveau d'études	Candidats		Colistiers	
	Effectif candidats	% candidats	Effectif colistiers	% colistiers
Bac à bac +3	6	6	5	7
M2	43	43	23	34
M2 suivi d'une ou plusieurs années d'étude	18	17	14	21
Docteurs	14	14	12	18
Non renseigné	20	20	13	19
Total	101	100	67	100

⁴⁰ Génération.s, Mouvement des Progressiste, Objectif Eurorégion Alsace, Parti Animaliste, etc.

⁴¹ Les candidats désignent ici tous ceux qui ont candidaté pour être colistiers, les colistiers ceux qui ont été retenus.

Figure 3 : Répartition des professions et catégories socioprofessionnelles des candidats et des colistiers.

PCS	Candidats		Colistiers	
	Effectifs candidats	% candidat	Effectif colistiers	% colistiers
Cadre sup. du privé	13	13	9	13
Cadre sup. du public	35	35	24	36
Profession libérale	19	19	12	18
Collaborateur politique	3	3	3	4
Profession intermédiaire	12	12	9	13
Employé et ouvrier	6	6	6	9
Hors champ (étudiants, retraités)	13	13	4	6
Total	101	100	67	100

Avec un total de 73% de la liste possédant un Master 2 ou plus, dont 18% de docteurs, et 15 personnes passées sur les bancs d'une grande école⁴², la « société civile » que revendique la liste est tout d'abord très fortement diplômée. Parmi les docteurs, les docteurs en médecine sont les plus représentés (5 sur 12), suivi des docteurs en science humaines (5 sur 12). Presque tous colistiers ont le bac⁴³, et ils sont seulement 5 à posséder un diplôme compris entre le bac et un bac +3. Parmi ces 5 personnes, 1 personne est encore en étude, et 3 ont été « recrutées » par le groupe porteur afin d'assurer la représentativité de la liste.

De même, l'analyse des professions exercées par les colistiers amène à un constat similaire : la moitié de la liste (49%) est cadre ou exerce une profession intellectuelle supérieure et 18% des colistiers exercent une profession libérale, majoritairement comme avocats ou comme médecins. Seules 4 personnes sont employées et 2 personnes ouvriers. Ces deux ouvriers ont eux aussi été recrutés, l'un par le PC et l'autre par les Verts, et ils ont l'un comme l'autre des trajectoires d'engagement associatifs, militants et syndicaux. Aussi s'ils sont dépourvus de capital scolaire, ils ont un capital politique et des savoir-faire militants importants.

De plus, un bref coup d'œil aux quartiers desquels les colistiers sont issus laisse clairement voir qu'il n'y a pas plus de mixité spatiale qu'il n'y a de mixité sociale : sur les 67 colistiers, 13 sont issus de quartiers prioritaires de la ville, parmi lesquels près de la moitié est issue d'un quartier en voie de gentrification. Ce constat, auquel s'ajoute la localisation des bureaux de vote où la

⁴² Telles que Science Po Paris, les IEP de Strasbourg ou de Nancy, la Haute École en Santé Publique, etc.

⁴³ Aucun parmi l'ensemble de celle et ceux dont les données relatives au niveau de diplôme sont complètes.

liste a réalisé ses 10 meilleurs scores, recoupe les résultats des travaux qui ont montré l'homologie sociale et géographique entre les verts et leurs électeurs (Faucher, 1999 ; Boy et al., 2003) : jeunes, très diplômés, exerçant plutôt dans le secteur public, la santé, ou l'éducation (Boy, 2007), et dans le cas de cette élection, vivant et votant plutôt dans des quartiers centraux ou en voie de gentrification. Aussi la liste apparaît comme très homogène socialement, et la société civile qu'elle représente, quoique non-encartée, n'est pas si différente de l'élite politique qu'elle entend renouveler. On peut cependant noter que la liste compte peu de hauts fonctionnaires (seulement 2 colistières), et aucun énarque ou diplômés de grandes écoles d'administration. La liste n'échappe ainsi pas aux logiques du recrutement social des équipes politiques municipales (Lefebvre, 2020) c'est-à-dire une faible représentativité sociale des élus le plus souvent issus des catégories sociales supérieures et plus spécifiquement des catégories diplômées (Koebel, 2014). Pour reprendre les mots d'un des colistiers, « *on a la sociologie qu'on peut*⁴⁴ ».

3.2 La perpétuation des logiques de pouvoir

L'ordonnancement de la liste a cristallisé les rapports de force politique structurant la campagne tout en les dévoilant : la plupart des élus sortants du Conseil Municipal élus en 2014 occupent des places éligibles, les autres places éligibles sont distribuées entre leurs militants proches, et les sièges restants sont attribués aux personnes non-encartées, quelques-uns occupant des places hautes sur la liste mais la majorité occupant plutôt des places inéligibles. L'ordonnancement a été effectué par un petit groupe constitué presque intégralement d'élus sortants de la majorité ainsi que du Parti Communiste, et représentant chacun au sein de ce comité de décision les intérêts de son groupe politique. Sans surprise, l'essentiel de ce comité occupe les premières places de la liste. Chaque groupe politique représenté par ses cadres ou ses élus a tenté de placer ses militants à la mesure de poids politique, et les a ordonnés selon une logique hiérarchique au regard de leur implication dans la campagne (pour le Labo Citoyen notamment) et de leur position dans la structure hiérarchique interne du parti (pour le Parti Communiste et les Verts). Aussi, lire cet ordonnancement par le prisme du capital politique détenu par les différents colistiers permet de comprendre ces logiques.

⁴⁴ Journal de terrain.

Figure 4 : Proportion de colistiers ayant été élus (tous mandats électifs confondus, et élus sortants du Conseil Municipal élu en 2014) en fonction de l'ordonnement.

Place sur la liste	Répartition des places	en %	...dont élus sortants du conseil municipal de 2014	en %
Places 1 à 10	10			
<i>Ayant déjà été élu</i>	5	50%	5	50%
<i>N'ayant jamais été élu</i>	5	50%	5	50%
Places 10 à 20	10			
<i>Ayant déjà été élu</i>	3	30%	1	10%
<i>N'ayant jamais été élu</i>	7	70%	9	90%
Places 20 à 30	10			
<i>Ayant déjà été élu</i>	3	30%	3	30%
<i>N'ayant jamais été élu</i>	7	70%	7	70%
Places 30 à 40	10			
<i>Ayant déjà été élu</i>	1	10%	1	10%
<i>N'ayant jamais été élu</i>	9	90%	9	90%
Places 40 à 67	27			
<i>Ayant déjà été élu</i>	0	0%	0	0%
<i>N'ayant jamais été élu</i>	27	100%	10	100%

En objectivant des structures de relation (Duval, 2013), l'analyse des correspondances multiples (ACM) permet de comprendre les logiques ayant présidé à la composition et à l'ordonnement de la liste. L'analyse présentée ci-dessous a été réalisée à partir des indicateurs suivants : la place sur la liste, le mois de validation par l'Assemblée Citoyenne, le statut sur la liste et l'appartenance ou non au groupe porteur, le fait d'avoir ou non été élu par le passé, le groupe politique et le niveau d'études ainsi que la profession.

La classification ascendante hiérarchique permet de mettre en évidence l'existence de trois grands groupes (*Figure 5*) :

- *Les élus sortants, professionnels de la politique et cadres des partis* : Ce premier groupe rassemble les colistiers possédant le plus de capital politique du fait de leur mandat d'élu ou de leur position haute dans la hiérarchie de leur parti ou syndicat. Ils ont une connaissance fine des institutions municipales et intercommunales, de leurs acteurs, ainsi que des affinités et des conflits interpersonnels ou collectifs qui les traversent. Ce sont les personnes les plus centrales dans la campagne, c'est-à-dire les personnes du groupe porteur, qui ont conçu et mis en œuvre la campagne, ses méthodes, son positionnement, mais aussi son recrutement. Ce sont également ces individus qui occupent les toutes premières places de la liste.
- *Les militants* : Ce second groupe rassemble les militants des deux seuls partis politiques de l'alliance ayant une base militante : les Verts et le PC. Ce sont des personnes globalement moins diplômées, mais le groupe est scindé entre les militants « de base » qui se situent plutôt vers le bas de l'ellipse, les militants occupant des petites positions de pouvoir à l'intérieur de leur parti (animateur de section locale pour les Verts, par exemple) et qui sont souvent plus diplômés, et les collaborateurs politiques situés en haut de l'ellipse, plus proches du groupe des élus, et dont la carrière politique a d'abord été une carrière militante.
- *Les « citoyens », les personnes non-encartées* : Ce dernier groupe est le groupe le plus composite. Le critère commun à tous ces individus est qu'ils ne sont pas issus de structures partisans ou de groupe politique assurant un rôle politique similaire (le Labo Citoyen). Pour autant, ce groupe doit être regardé au prisme des multiples modalités de candidature possibles, et notamment de la distinction entre personnes ayant candidaté d'elles-mêmes (codés « cit_vol ») et personnes invitées à candidater (codés « cit_recrut »). De plus, si tous entretiennent un rapport lointain à la politique, cette distance varie parfois énormément entre les colistiers : si certains n'ont eu que des rares expériences politiques par le biais d'un engagement associatif ponctuel, d'autres ont entretenu des rapports bien plus quotidiens au monde politique, en étant directrice de la DRAC ou en travaillant à l'ADEME, par exemple. De plus, cette distance à la politique ne présume pas de la compétence politique de ces individus, car certains des individus présents dans ce groupe sont diplômés d'IEP mais se sont toujours tenus à distance du monde politico-administratif. Ce troisième groupe illustre combien la catégorie de « novice » ne suffit pas pour décrire la multiplicité et la variété des rapports plus ou moins distants au champ politique que ces personnes entretiennent.

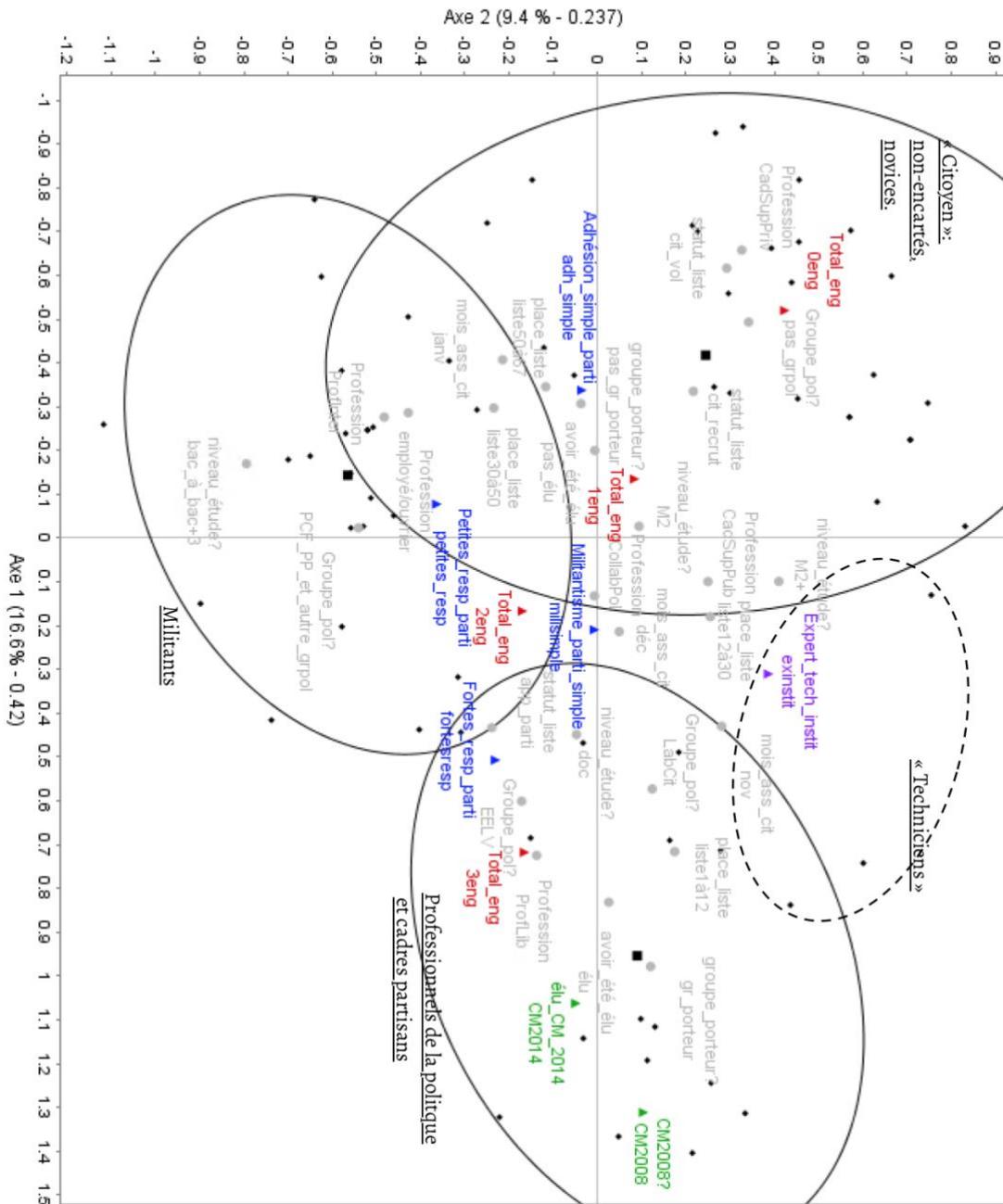
La projection de variables supplémentaires relatives au capital politique (*Figure 6*) souligne son poids fort dans les choix qu'ont opérés les membres du groupe de sélection et d'ordonnement. Les variables retenues sont les suivantes : le nombre de types différents d'engagements (c'est-à-dire engagement associatif, politique ou syndical), le statut du colistier dans le parti s'il y a lieu (simple adhérent mais pas ou très peu d'actions militantes, simple militant mais aucune responsabilité dans le parti, petites responsabilités dans le parti tel qu'animateur de section ou colistier de fin de liste lors d'une élection précédente, en enfin fortes responsabilités dans le parti comme élu ou cadre du parti), la revendication d'une expertise des institutions locales, et enfin le fait d'avoir été conseiller municipal à Strasbourg en 2008 ou en 2014.

Ce capital politique peut prendre différentes formes (Offerlé, 2016), parmi lesquelles on peut distinguer au moins deux voies principales d'accès à cette liste : d'une part le capital politique acquis par accumulation pour les élus sortants, produit de la durée de leur professionnalisation, et de l'autre le capital militant, qui lui-même se décline en deux entrées politique et associative. Il faut également noter la voie scolaire d'accession aux métiers de la politique, pourtant une voie importante d'accès aux fonctions électives dans le cadre de la professionnalisation des mandats locaux (Lefebvre, 2020) mais qui est ici très peu représentée : seul un des cadres d'EELV n'aura exercé aucun métier avant de devenir collaborateur politique après son diplôme d'IEP, mais hormis lui, tous les élus sortants ont d'abord exercé un métier avant de devenir professionnel de la politique à mi-temps ou à plein temps. Une quatrième voie d'accès à une place haute sur la liste se distingue dans un petit sous-groupe à mi-chemin entre groupe des « citoyens » et groupe des élus, et qui regroupe les « techniciens », c'est-à-dire des colistiers qui occupent par leur activité professionnelle des positions à la croisée des mondes politiques et administratifs. Cette quatrième voie s'explique par le fait que le passage par l'administration municipale constitue une voie privilégiée d'accès à des mandats électifs locaux (Rouban, 2015). Ici, ces « techniciens » ont occupé des positions clef dans l'institution municipale : spécialistes de domaines techniques (la géographie de la ville, la communication et les relations avec la presse, etc.), ils ont été amenés à fréquenter très régulièrement des élus et possèdent ainsi une connaissance fine du fonctionnement de la ville. Ils doivent donc être distingués de « simples » fonctionnaires locaux, car ils possèdent des savoir-faire très prisés pour une compétition électorale (des compétences en géographie électorale, notamment).

Il est donc possible de distinguer plusieurs types de capitaux politiques et autant de voies différentes d'accès à la liste : élus sortants et cadres partisans, carrières militantes, mais aussi

voie scolaire et savoir-faire technique. Plus ce capital est important, plus les chances du colistier d'être nommé en haut de la liste sont importantes.

Figure 6 : ACM de la répartition politique des colistiers, projection des variables relatives au capital politique.



La liste regroupe donc des colistiers issus de l'espace politique situé entre le PS et la FI et dans lequel EELV occupe une place dominante quoiqu'assez relative, le parti comptant trop peu de militants et d'élus pour partir seul en campagne. La diversité des origines politiques partisanes comme militantes recouvre toutefois un espace social assez restreint, les colistiers étant caractérisés par leur homogénéité sociale forte marquée notamment par un niveau de diplôme très élevé, et plus généralement par un important capital culturel. De plus, si la liste comporte un nombre important de personnes n'ayant jamais été élues, cela ne présume pas de l'extériorité au champ politique avec lequel les colistiers entretiennent en réalité des relations parfois étroites (professionnelles, militantes, etc.). Enfin, tant la composition finale de la liste, que son ordonnancement et son fonctionnement témoignent de la perpétuation des logiques du champ : la politique municipale demeure une affaire de spécialistes socialement dotés dans laquelle ceux qui possèdent des formes les plus légitimes de capital politique dominant.

Peut-on alors vraiment parler « d'innovation démocratique » (Gourgues, 2020 ; Bachir, 2020) ? Si les méthodes de désignation des colistiers ont permis l'arrivée sur la liste de personnes jusqu'alors éloignées de la politique, elles ont pour la plupart été reléguées dans la seconde partie de la liste. En cela, la liste issue de ces dispositifs ne déroge pas aux logiques du recrutement politique. De plus, les dispositifs participatifs déployés pendant la campagne constituent plutôt des faire-valoir de la « citoyenneté » de la liste plus que des modes de subversion des règles de la compétition électorale. Les premiers mois du mandat de la liste ainsi que les élections intercommunales confirment d'ailleurs les tendances décrites dans ce chapitre. D'une liste originellement EELV, cette campagne aux allures citoyennes n'aura finalement été qu'une parenthèse, et les logiques partisanes classiques ont très rapidement refait surface : de la distribution des postes à la très forte clôture du groupe des élus, en passant par la rupture rapide des liens avec les militants ou avec les colistiers non-élus, ou plus récemment la scission d'un groupe communiste du reste de la majorité.